

ANGOLA : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2022



Catégorie OCDE (2020) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B-/ B3 / B-
 Change : Kwanza / Régime de change flottant dirigé
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -14% à l'horizon 2025

FORCES

- Réserves de pétrole
- Potentiel minier (diamants) et agricole
- Réformes politiques et économiques lancées par le nouveau Président Lourenço-

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures
- Endettement public majoritairement libellé en devises
- Faible niveau de gouvernance

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : après cinq années consécutives de récession, la croissance a été légèrement positive en 2021 et devrait rebondir plus nettement en 2022 (2,9%) et 2023 (3,4%). Très dépendante du secteur pétrolier, l'économie bénéficie du niveau élevé des cours des hydrocarbures. La hausse des prix des biens alimentaires maintient un niveau relativement élevé d'inflation (16,7% en octobre) mais en baisse (plus de 27% en janvier). Cette atténuation de la hausse des prix, liée notamment à l'appréciation du cours du kwanza, permet un certain assouplissement de la politique monétaire, positif pour l'investissement. Le Plan National de Développement (PND 2023-27) devrait soutenir l'activité à moyen terme.
- **Vulnérabilité des comptes publics**: les importants efforts de maîtrise des dépenses et la progression des recettes liée à la hausse des cours du pétrole devraient permettre à l'Etat de conserver sa situation d'excédent budgétaire en 2022 (2,7%). En l'absence de hausse des cours du pétrole, les dépenses, liées notamment à la mise en œuvre du PND, pourraient réduire l'excédent, ramenant le budget juste à l'équilibre en 2023. Le ratio de dette publique, qui a dépassé 135% en 2020, est en nette amélioration. Il pourrait être avoisiner 55% en 2022-23, à la faveur notamment de l'appréciation de la monnaie locale face au dollar et de l'amélioration du solde budgétaire.
- **Vulnérabilité extérieure** : l'excédent courant dépasse 10% du PIB, grâce à la forte hausse de la valeur des exportations de pétrole (90% du total). L'afflux de devises lié à la vente de pétrole et aux financements obtenus auprès des institutions officielles et des marchés (Eurobond émis en avril), soutient le cours du kwanza. La dette extérieure, majoritairement publique, est orientée à la baisse et pourrait être proche des 50% du PIB en 2022-23 (plus de 110% en 2020). Le risque de surendettement s'est nettement réduit. La vulnérabilité reste toutefois forte en raison du niveau élevé du service de la dette et de la forte dépendance du pays aux recettes pétrolières, donc à l'évolution des cours du pétrole.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire s'est montré plutôt résilient. Mais deux établissements publics sont en cours de restructuration.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : J. Lourenço, arrivé à la tête de l'Angola en septembre 2017, a été réélu à l'issue des élections générales d'août 2022 remportées par son parti (MPLA). Il a vu cependant sa majorité s'éroder.
- **Climat des affaires** : l'Angola est nettement moins bien classée que ses voisins en matière de gouvernance. Le programme de stabilisation présenté par le gouvernement devrait permettre d'améliorer le climat des affaires du pays, mais à moyen terme.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : l'Angola est vulnérable aux changements climatiques (sécheresse, inondation, déforestation...) et a actualisé en 2021 ses engagements de réduction des GES (-14% d'ici 2025). Ses émissions, provenant essentiellement de l'utilisation des terres, étaient en baisse sur la période 2014-18 (-2,7% contre +1,4% entre 2010 et 2014) grâce au développement progressif des énergies renouvelables mais aussi aux conséquences de la contraction de l'activité.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés
 Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)

Exportations	Importations
Hydrocarbures 94,0%	Machines, app. mécaniques 14,9%
Minerais (diamants) 3,8%	Pétrole raffiné 13,2%
	Eqpts électriques 6,4%
	Véhicules automobiles 5,3%

Principaux partenaires commerciaux + France
 Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations	Importations
Chine 59,5%	Chine 14,5%
Inde 8,8%	Portugal 13,8%
E.A.U. 3,3%	Etats-Unis 5,5%
Espagne 2,8%	Singapour 3,4%
France (11 ^{ème}) 1,4%	France 5,4%

Source: International Trade Center, CNUCED

Source: International Trade Center, CNUCED



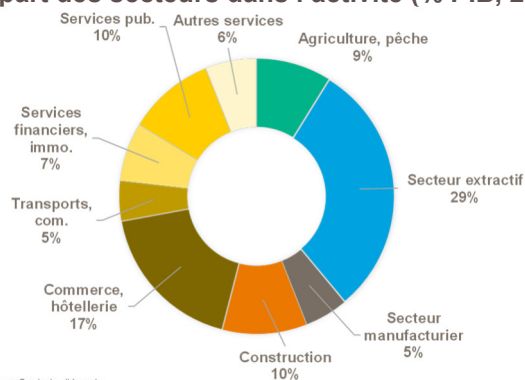
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ANGOLA	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(p)	2023(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)*	122,0	101,4	84,5	58,1	75,2	124,8	125,3
<i>Rang PIB mondial</i>	60	64	68	80	73	60	60
Population (Mns)*	28,4	29,3	30,1	31,0	32,0	32,9	33,9
<i>Rang Population mondiale</i>	49	48	48	47	46	45	44
PIB / habitant (USD)*	4 300	3 465	2 805	1 873	2 352	3 791	3 695
Croissance PIB (%)*	-0,2	-1,3	-0,7	-5,8	0,8	2,9	3,4
Inflation (moyenne annuelle, %)*	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	21,7	11,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	1,3	4,0	0,9	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)*	69,3	93,0	113,6	136,5	86,4	56,6	52,5
Solde public (% PIB)*	-6,6	2,3	0,8	-1,9	3,8	2,7	0,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	16,5	20,5	26,4	32,7	23,5	21,8	20,6
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)*	-0,5%	7,3%	6,1%	1,5%	11,2%	11,3%	5,4%
IDE (% du PIB)***	7,2%	6,4%	2,1%	3,4%	6,3%	3,8%	1,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,8	5,4	13,6	9,5	7,4	7,1	6,7
Dette extérieure (% PIB)****	49%	59%	76%	111%	85%	51%	51%
Dette extérieure CT (% PIB)**	3,0%	2,8%	3,9%	11,0%	8,1%	4,9%	NA
Taux de change*	165,9	258,7	374,8	584,5	618,6	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés*	20,72	25,7	21,97	19,47	23,79	NA	NA
Taux de NPL	25,8	23,2	23,2	12,2	15,0	NA	NA
ROE*	7,6	15,5	-5,4	-13,2	26,8	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	189	181	182	180	177	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	182	175	173	177	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	85	84	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	131	132	133	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Sources : * FMI (WEO Oct 2022) ; ** Banque Mondiale ; *** Banque centrale ; **** Oxford economics

Angola : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2021)



Source: Banque Centrale d'Angola



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Dépendance à un secteur pétrolier en perte de vitesse**

L'Angola est depuis mi-2022 le premier producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne, avec environ 1,2 Mns bl/j, devant le Nigéria dont la production a baissé. Le secteur des hydrocarbures pèse de l'ordre d'un tiers du PIB, 60-70% des revenus de l'Etat et environ 90% des recettes d'exportation donc de devises. En raison du manque d'investissement et de la maturité de certains champs, **la production de pétrole ne cesse de baisser depuis 2016**. Par ailleurs, en tant que membre de l'OPEP, le pays a été soumis aux **restrictions de production** imposées à partir de mai 2020.

Fin 2022, les volumes extraits ont retrouvé leur niveau de début 2021 grâce au lancement de production de nouveaux blocs. Les perspectives deviennent plus positives avec l'annonce par la compagnie ExxonMobil, en octobre 2022, de la découverte de nouvelles réserves avec un potentiel de production supplémentaire de 40 000 bl/j sans préciser les modalités ni les délais d'exploitation. TotalEnergies s'est également engagé à réaliser de nouveaux projets d'exploration et le gouvernement angolais a indiqué qu'un appel d'offres serait lancé en 2023 pour l'attribution de nouveaux droits d'exploration. La progression de la production restera cependant dépendante du financement et du lancement effectif de nouveaux projets d'exploitation qui n'interviendront pas à court terme.

L'Angola augmente ses capacités de raffinage avec la construction de deux nouvelles unités (notamment celle de Soyo dont la construction a débuté en mai 2022) en vue d'atteindre une capacité de 400 000 bls/j (le 1/3 de sa production de brut) en 2025. Le pays développe également la production de gaz pour lequel l'intérêt des pays européens a nettement augmenté avec les conséquences du conflit en Ukraine. L'Italie a ainsi signé un contrat avec l'Angola en avril 2022 pour diversifier son approvisionnement en gaz.

Le Président Lourenço mise sur le développement des secteurs hors hydrocarbures, notamment l'agriculture et la pêche. La production minière (diamants) devrait en outre bénéficier des contrats conclus en avril avec la compagnie de Beers. A noter que la compagnie russe Alrosa est un partenaire majeur de l'Etat angolais dans ce secteur. Les sanctions imposées à la Russie, bien qu'elles ne portent pas sur le secteur de la production de diamants, pourraient toucher les mines exploitées en partenariat avec Alrosa.

Malgré des efforts indéniables, les freins à la diversification sont nombreux (gouvernance, manque d'infrastructures, contraintes budgétaires, faiblesse du secteur bancaire).

- **Retour à la croissance après cinq années consécutives de récession**

L'Angola a subi les **conséquences de la chute des cours du pétrole** liée à la crise sanitaire en 2020 et peu profité du rebond en 2021 en raison de difficultés de production. Mais l'activité hors pétrole (agriculture/pêche, commerce) a permis au pays d'enregistrer une croissance légèrement positive en 2021 (0,8%), après cinq années consécutives de récession.

La croissance devrait accélérer en 2022-23 dans un contexte de cours élevé des hydrocarbures. Au T2 2022, le PIB a progressé de 3,6% en g.a.

L'Angola, peu exposée commercialement à la Russie et à l'Ukraine, a toutefois subi les conséquences des hausses de prix mondiaux. Les tensions inflationnistes ont plutôt tendance à ralentir (moins de 17% en octobre 2022 contre plus de 27% début 2022) grâce à la nette appréciation du kwanza face au dollar et aux subventions sur les prix de l'énergie. La hausse des salaires minimums (+50%) et la revalorisation des salaires de la fonction publique contribuent à limiter le ralentissement de la demande des ménages.

La croissance pourrait ainsi atteindre près de 3% en 2022 et 3,4% en 2023, la meilleure performance depuis 2014, convergeant progressivement vers la moyenne 2010-14 (4,5%). La mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2023-27) devrait soutenir l'activité à moyen terme. Le plan est axé sur le développement du capital humain, la modernisation et l'expansion des infrastructures du pays et la diversification de l'économie.

- **Une politique monétaire contrainte par de fortes tensions inflationnistes**

En juillet 2021, face à la forte hausse des prix des biens alimentaires qui s'est traduit par une nette accélération de l'inflation la BNA a été contrainte de relever son taux de 450 pb, pour le porter à 20%. Elle a pu le ramener à 19,5% en septembre en 2022 grâce au ralentissement de l'inflation. Le raffermissement du kwanza et la modération des prix mondiaux pourraient permettre à la BNA de poursuivre l'assouplissement de la politique monétaire fin 2022 et en 2023.



- **Amélioration de la solidité du secteur bancaire**

Le secteur bancaire angolais est composé de vingt-quatre établissements. Les six principaux¹ concentrent environ 80% des actifs.

Le secteur est bien capitalisé mais reste vulnérable.

Les Autorités ont mis en place un programme avec l'aide du FMI en vue d'améliorer son niveau de capitalisation ainsi que sa réglementation et sa supervision. Les licences de six banques, qui ne respectaient pas la réglementation, notamment en matière de capitalisation, ont été retirées ces dernières années².

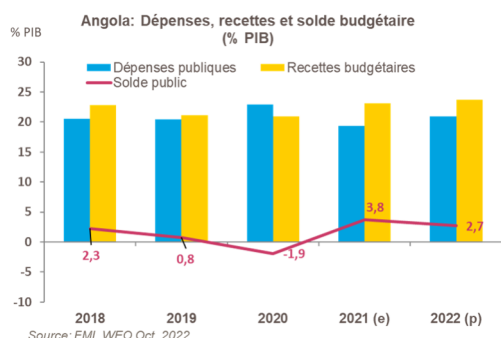
Deux banques publiques (Banco de Poupança e Crédito – BPC et Banco Económico) ont rencontré d'importantes difficultés et **sont en cours de restructuration**. Les difficultés de BPC, présentent un risque systémique dans la mesure où il s'agit de la plus grande banque du pays en termes d'actifs et qu'elle assure le paiement d'une part importante des salaires et pensions de retraite du pays.

Pendant la crise sanitaire, la Banque centrale a pris différentes mesures pour soutenir la liquidité du secteur et les crédits en assouplissant certaines règles de provisionnement.

Le taux de prêts non performants, qui **dépassait 32% fin 2019 a été ramené à 18,2% en juin 2021, ce qui reste élevé**. Selon les estimations du FMI, ces créances seraient particulièrement élevées dans le bilan des deux banques publiques en cours de restructuration.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **De réels efforts de consolidation budgétaire**



La politique budgétaire expansionniste menée en 2017 a fortement creusé le déficit. L'Etat a bénéficié de la hausse des cours du pétrole en 2018, lui permettant de dégager un excédent après cinq années consécutives de

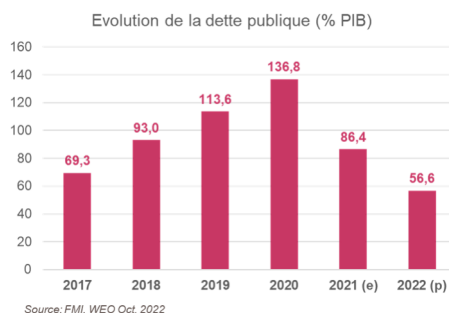
déficit. Le solde s'est à nouveau détérioré pendant la crise sanitaire, mais le **déficit est resté maîtrisé à moins de 2% du PIB en 2020**.

En 2022, le niveau des dépenses ne devrait pas baisser compte tenu de la revalorisation des salaires des fonctionnaires les plus bas, du maintien des subventions sur les carburants, ainsi que du contexte électoral (élections générales de l'été 2022). La hausse des revenus provenant du secteur pétrolier (60% des recettes fiscales en 2021) devrait toutefois permettre à l'Etat de **dégager un excédent budgétaire de près de 3% du PIB en 2022**. En 2023, les dépenses devraient rester élevées, avec l'entrée en vigueur du PND. Les recettes devraient peu progresser en l'absence de hausse des cours des hydrocarbures. L'excédent devrait en conséquence se réduire, voire disparaître, ramenant le budget juste à l'équilibre.

A plus long terme, **les finances publiques devraient rester durablement dépendantes du secteur pétrolier**, donc des cours mondiaux. Les effets sur les recettes budgétaires des efforts de diversification devraient être lents. L'introduction de la TVA en 2019 n'a pas eu les effets escomptés sur les recettes compte tenu du niveau de pauvreté de la population.

Le programme de privatisation (PROPRIV 2019-2022) qui devait apporter des revenus supplémentaires à l'Etat, progresse peu. Selon Fitch, en octobre 2022, 84 participations avaient été cédées pour un objectif de 195 privatisations d'ici fin 2022. En septembre 2022, l'Etat a annoncé son projet de cession de ses participations dans la compagnie pétrolière Sonangol et dans celle de diamants Endiama d'ici 2027.

- **Net repli du ratio de la dette publique mais une vulnérabilité qui reste élevée**



La dette publique³ a fortement augmenté jusqu'en 2020 pour dépasser 135% du PIB (40% en 2014) en raison de **l'effet conjugué de la contraction du PIB et de la dépréciation de la monnaie nationale face au**

¹ BAI, BFA, BIC, BPC, Banco Millenium Atlantico, Standard Bank Angola

² Prestigio, Banco Angolano de Negocios, e Comercio (BANC), Kwanza Invest (BKI), Banco Mais, Banco Pugo Andongo, Banque Postale

³ y compris la dette des compagnies publiques pétrolière Sonangol et aérienne TAAG



dollar. Le ratio a fortement baissé en 2021 à 86 % grâce à la nette amélioration des finances publiques. **La réduction de la dette devrait se poursuivre en 2022** avec l'appréciation du kwanza face au dollar. Le programme d'endettement annoncé par le Gouvernement angolais en février 2022 table sur un besoin de financement de près de l'ordre de 11 Mds\$ (environ 13% du PIB) sur la base d'une prévision très conservatrice du cours du pétrole (56\$/bl). Il serait couvert par les recettes pétrolières et les tirages sur les financements obtenus auprès des prêteurs étrangers et locaux. **L'accélération de la croissance pourrait conduire à une nouvelle baisse du ratio d'endettement en 2023.**

Le risque de surendettement s'est réduit mais la vulnérabilité reste élevée. L'évolution du stock de dette publique est très sensible à celle des cours du pétrole dont dépendent étroitement la croissance économique, le cours de change et l'évolution du solde budgétaire.

Le service de la dette est par ailleurs élevé, estimé par le FMI⁴ à plus de 70% des revenus en 2022 (de l'ordre de 30% des revenus au titre de la dette externe) et environ 80% des revenus en 2023.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Excédent courant confortable**

L'évolution du solde courant est directement liée à l'évolution des cours et des exportations d'hydrocarbures (plus de 90% du total). **L'excédent**, qui s'était nettement réduit en 2020 sous l'effet de la chute des prix et des volumes exportés, a atteint un **niveau record en 2021** de plus de 11% du PIB. Il **devrait rester élevé en 2022** en raison des prévisions du maintien de cours élevés des hydrocarbures. Les volumes de production pourraient également être (modérément) plus élevés qu'en 2021. Au T2, le pays a enregistré un excédent courant de plus de 23 Mds \$, soit de l'ordre de 18% du PIB estimé pour 2022. Le ralentissement de la croissance en Chine, premier marché d'exportation de l'Angola, pourrait cependant limiter la hausse des exportations. L'évolution des cours des hydrocarbures devrait également être moins favorable en 2023.

- **Net repli du ratio de dette externe**

Le stock de dette extérieure de l'Angola est composé à 80% de dette publique. Le ratio a fortement progressé jusqu'en 2020 pour dépasser 110 % du PIB (moins de 45% en 2015), en raison principalement de la dépréciation du kwanza et de la hausse du recours aux

financements extérieurs. La progression du PIB devrait permettre de réduire le ratio en 2023.

En 2022 le stock de dette extérieur publique était composé à **75% de dette commerciale et 25% de dette officielle** (auprès des institutions multilatérales et des Etats, essentiellement la Chine)⁵. **La dette vis-à-vis de la Chine pesait de l'ordre d'un-tiers du stock de la dette publique extérieure** à fin 2020 et **du service de la dette en 2021**. Ce poids augmenterait à plus de 40% dans le service de la dette 2022 et à près de 55% en intégrant la dette commerciale⁶.

L'Angola devra continuer à compter sur le soutien des créanciers officiels. L'accord triennal du FMI a expiré fin 2021. L'Etat angolais n'a pas à ce jour sollicité de nouveau programme mais a obtenu plusieurs financements, auprès de la Banque Mondiale (deux prêts en mars 2022 et un en avril pour un montant cumulé de près de 370 Mns\$) ou de l'AFD.

En outre, le pays a pu revenir sur les marchés et a levé, en **avril 2022, 1,75 Mds\$ par l'émission d'un Eurobond** sur 10 ans (taux 8,75%⁷) dont 750 Mns\$ destinés au refinancement de titres à échéance 2025 et 2028. L'émission a été sursouscrite (deux fois).

Le taux de rendement de l'Eurobond émis en novembre 2019, de 8% lors de l'émission a dépassé 23% en avril 2020 avant de diminuer progressivement pour atteindre 6% début septembre 2021. Il a à nouveau progressé en 2022, dans un contexte international peu favorable aux émergents et s'établissait à 8,7% mi-novembre 2022.

Début 2022, Fitch (janvier) et S&P (février) ont **relevé leur rating** de CCC à **B-** en raison du rebond de la croissance et de la nette amélioration des finances publiques. En octobre 2022, Moody's a rehaussé sa perspective à positive sur son rating souverain (B3). Le rating de l'Angola se situe toutefois encore six crans en-dessous de la catégorie « investissement ».

A moyen terme, **la dette externe reste très vulnérable à une évolution défavorable du solde courant**, lui-même fortement dépendant **des cours ainsi que de la production de pétrole**, dont les perspectives restent incertaines. La dépréciation du cours de la monnaie nationale face au dollar accroîtrait également la charge de remboursement.

- **Une évolution favorable du cours du kwanza en 2022**

En 2018, **la BNA a décidé de renoncer à l'indexation du kwanza au dollar et d'assouplir son régime de change, provoquant un effondrement du cours. Les pressions à la baisse ont persisté en 2019 et 2020.**

⁴ Rapport pays janv. 2022

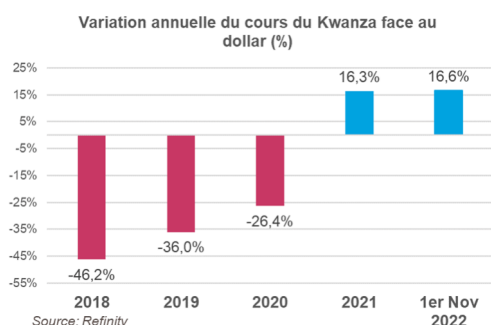
⁵ Source : Banque centrale

⁶ Source Banque Mondiale

⁷ En 2019, 8,25% pour une émission de même durée



La hausse des prix du pétrole a permis un **raffermissement du cours en 2021 et 2022**.



Le cours du kwanza devrait rester solide tant que les cours du pétrole restent élevés. Il pourrait s'affaiblir en cas de retournement du marché pétrolier, qui n'est pas le scénario privilégié d'ici fin 2022- 2023 (au moins 1^{er} semestre). La baisse de la demande mondiale devrait toutefois peser sur les prix, dont l'évolution devrait être moins favorable en 2023 qu'en 2022.

Le pays dispose cependant de **liquidités suffisantes** en devises grâce à ses recettes pétrolières, aux financements obtenus auprès des institutions multilatérales et à l'allocation de DTS dont il a bénéficié en 2021 (environ 1 Mds\$). **Les réserves de change** avoisinent 15 Mds \$ (or exclu), soit de l'ordre de 6 mois d'importation et couvrent le montant du service de la dette extérieure, estimé à environ 6,2 Mds \$ en 2022.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

• J. Lourenço réélu pour un second mandat

Joao Lourenço, ancien ministre de la Défense de José Eduardo Dos Santos, qui a dirigé le pays pendant 38 ans, **a été élu en août 2017 à la présidence de l'Angola**, avec le soutien de l'ancien président qui avait décidé de ne pas se représenter. Le nouveau chef de l'Etat a rapidement écarté les proches de son ancien mentor et procédé à des nominations à des postes clés (gouverneur de la banque centrale, chef de la police, du renseignement militaire...).

J. Lourenço a été réélu en août 2022 pour un second mandat, grâce à la victoire de son **parti (MPLA)** avec 51% des voix (120 sièges sur 223). Au pouvoir depuis 1979, le MPLA voit cependant sa **majorité s'éroder et les résultats de l'élection ont été contestés** par le principal parti d'opposition (UNITA). Mais ses recours pour fraude ont été rejetés par la Cour constitutionnelle. **La volonté politique de réforme du Président Lourenço semble réelle, mais le défi est de taille. Les**

attentes de la population sont grandes. Les tensions sociales sont atténuées par le retour de la croissance économique et le ralentissement de la hausse des prix (même si l'inflation reste élevée). Le niveau de pauvreté⁸, fragilise toutefois la situation sociale.

• Lents progrès en matière de gouvernance et de climat des affaires.

L'Angola est moins bien classé que ses voisins ou pays comparables (Nigéria) en matière de gouvernance mais les améliorations sont notables. D'importants efforts ont été réalisés pour améliorer la transparence des contrats dans le secteur des hydrocarbures en vue de lutter contre la corruption et le blanchiment. **Le pays progresse ainsi dans le classement** de gouvernance de la Banque Mondiale (177^{ème} rang en 2021 contre 189 en 2017) ainsi que dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International (136^{ème} rang en 2021 contre 142^{ème} en 2020).

De nombreuses mesures ont été mises en place pour attirer les investisseurs, notamment la création de l'AIPEX (Agence pour les investissements privés et les exportations).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Angola est vulnérable aux changements climatiques (132^{ème} rang sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain), en particulier à la sécheresse comme aux inondations, aux feux de forêts ou à l'insuffisance d'eau).

En 2021, le pays s'est engagé à réduire de 14% ses émissions de GES d'ici 2025 (contre -15% d'ici 2030 précédemment). Ses émissions étaient en recul de 2,7% en 2014-18 (contre une progression de 1,4% entre 2010 et 2014), en partie en raison de la contraction de l'activité mais également grâce au développement progressif des énergies renouvelables. Début 2022, l'Angola a rejoint la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale), organisme chargé de la conservation des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, un puits de carbone essentiel pour la lutte contre le réchauffement.

Le gouvernement vise un accès à l'électricité pour 60% de la population d'ici 2025 (33% actuellement). Les sources d'énergie renouvelable devraient peser 70% de la capacité installée, grâce en particulier au développement de l'hydroélectricité et de l'énergie solaire. En 2022, TotalEnergies a annoncé des investissements dans des projets d'énergie renouvelable (notamment parc solaire de Huila) et un accord avec le Ministère de l'Energie angolais pour le développement d'autres projets dans les secteurs solaire, hydroélectrique et biomasse.

⁸ Selon la Banque Mondiale, le taux de pauvreté atteindrait 54% en 2021.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / Global trends, Pays développés, pétrole sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau Macroéconomie France, conjoncture ETI Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.